

négociation prévue à l'article ***L. 1233-24-1***. Le seul fait d'ouvrir cette négociation avant cette date ne peut constituer une entrave au fonctionnement du comité social et économique.

service-public.fr

> Licenciement économique collectif : information et consultation obligatoires : Information de la Drees (licenciement de 10 salariés minimum sur 30 jours)

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Information de l'autorité administrative (licenciement d'au moins 10 salariés)

L. 1233-48

Ordonnance n°2007-329 du 27 mars 2007 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'ensemble des informations communiquées aux représentants du personnel lors de leur convocation aux réunions prévues par les articles ***L. 1233-29*** et ***L. 1233-30*** est communiqué simultanément à l'autorité administrative.

L'employeur lui adresse également les procès-verbaux des réunions. Ces procès-verbaux comportent les avis, suggestions et propositions des représentants du personnel.

L. 1233-49

Ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque l'entreprise est dépourvue de comité social et économique et est soumise à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi, ce plan ainsi que les informations destinées aux représentants du personnel mentionnées à l'article ***L. 1233-31*** sont communiqués à l'autorité administrative en même temps que la notification du projet de licenciement. En outre, le plan est porté à la connaissance des salariés par tout moyen sur les lieux de travail.

[Dictionnaire du Droit privé](#)

> Temps de travail

L. 1233-50

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le comité social et économique recourt à l'assistance d'un expert, l'employeur en informe l'autorité administrative. Il lui transmet également son rapport et les modifications éventuelles du projet de licenciement.

L. 1233-51

Ordonnance n°2017-1387 du 22 septembre 2017 - art. 20

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque le projet de licenciement donne lieu à consultation du comité social et économique central, l'autorité administrative du siège de l'entreprise est informée de cette consultation et, le cas échéant, de la désignation d'un expert.

service-public.fr

> Licenciement économique collectif : information et consultation obligatoires : Information de la Drees (licenciement de 10 salariés minimum sur 30 jours)

> Licenciement économique : obligations de l'employeur : Information de l'autorité administrative (licenciement d'au moins 10 salariés)

Paragraphe 2 : Intervention de l'autorité administrative concernant les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi.

L. 1233-53

LOI n°2015-980 du 6 août 2015 - art. 289

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Dans les entreprises de moins de cinquante salariés, l'autorité administrative vérifie, dans le délai de vingt et un jours à compter de la date de la notification du projet de licenciement, que :

1° Les représentants du personnel ont été informés, réunis et consultés conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur ;

2° Les obligations relatives à l'élaboration des mesures sociales prévues par l'article ***L. 1233-32*** ou par des conventions ou accords collectifs de travail ont été respectées ;